

CHANGER?

9^E CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE

cap sur LILLE 06 - 09 JUILLET 2021

virtuel

PARTIR UN
JOUUUUR,
SANS RETOUUUUR...

BIENTÔT
L'AVIATION VERTE

LE CHANGEMENT
C'EST MAINTENANT
C'ÉTAIT

RÉPARATION
DÉPANNAGE
ASCENSEUR
SOCIAL
NUMERO
VERT 01 20 20 20 21

PRENDS-TOI
EN MAIN
C'EST TON
DESTIN

LE CHANGEMENT
C'EST PAR LÀ

NON!
PAR ICI

PAR LÀ!

L'après-Cumiste
Veste
RÉVERSIBLE

ON VEUT
DES
FRITES

C'était
mieux
avant!

"PAS DE RETOUR"
À L'ANORMALE!!

VILLENEUVE D'ASCO
CITÉ SCIENTIFIQUE



ILLUSTRATION : TOMMY DRESSINE

SOMMAIRE

1	RÉSEAUX THÉMATIQUES - - - - -	2
2	ARGUMENTAIRE - - - - -	3
3	PLANNING GÉNÉRAL - - - - -	5
4	CONFÉRENCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE - - - - -	6
5	VIE DE L'ASSOCIATION - - - - -	7
6	LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES, SEXUELLES ET DE GENRE DANS L'ESR - - -	8

7	PROGRAMME DES SEMI-PLÉNIÈRES - - - - -	9
7.1	SEMI-PLÉNIÈRES 1	9
7.2	SEMI-PLÉNIÈRES 2	13
7.3	SEMI-PLÉNIÈRES 3	17
8	ORGANISATION ET FINANCEMENT - - - - -	21
8.1	EQUIPE D'ORGANISATION	21
8.2	SOUTIENS INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS	21

SEMI-PLÉNIÈRES

Sessions 1 - Mercredi 7, 14h30 - 16h30

- 1.1 « La pluridisciplinarité, horizon imposé ou avenir désiré ? »
- 1.2 « Engagement des jeunes militants sur des causes environnementales : rupture et/ou convergence générationnelle ? »
- 1.3 « Les catégories d'analyse à l'épreuve d'une sociologie du changement : migrations/mobilités, réseaux sociaux, genre-classe-race »
- 1.4 « Changement de théorie : histoire sociologique »

Sessions 2 - Jeudi 8, 16h30 - 18h30

- 2.1 « Les "Gilets Jaunes" : enquêtes de terrain et enjeux théoriques »
- 2.2 « La pandémie de COVID-19 : une crise sanitaire et sociale »
- 2.3 « Quand tout s'effondre, que font les sociologues ? »
- 2.4 « Professionnels du changement »

Sessions 3 - Vendredi 9, 10h00 - 12h00

- 3.1 « Changer le monde, changer son monde »
- 3.2 « Sociologues en changement : frontières et bifurcations professionnelles »
- 3.3 « Faire de la recherche localement et collectivement : exemples nordistes »
- 3.4 « Individus confinés, institutions sous tension : la crise Covid-19, un fait social total? Les cas de l'école, la famille et l'EHPAD »

RÉSEAUX THÉMATIQUES

RT01 Savoirs, travail, professions

RT02 Migrations, altérité et internationalisation

RT03 Normes, déviances et réactions sociales

RT04 Sociologie de l'éducation et de la formation

RT05 Classes, inégalités, fragmentations

RT06 Politiques sociales, protection sociale et solidarités

RT07 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie

RT08 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société

RT09 Sociologie de l'urbain et des territoires

RT10 Sociologie de la connaissance

RT11 Sociologie de la consommation et des usages

RT12 Sociologie économique

RT13 Sociologie du droit et de la justice

RT14 Sociologie des arts et de la culture

RT15 Sociologie de la jeunesse

RT16 Sociologie clinique

RT18 Relations professionnelles

RT19 Santé, médecine, maladie et handicap

RT20 Méthodes

RT21 Mouvements sociaux

RT22 Parcours de vie et dynamiques sociales

RT23 Travail, activité, technique

RT24 Genre, classe, race. Rapports sociaux et construction de l'altérité

RT25 Travail, organisations, emploi

RT26 Réseaux sociaux

RT27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs

RT28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité

RT29 Sciences et techniques en société

RT30 Sociologie de la gestion

RT31 Sociologie du sport et des activités physiques

RT33 Famille, vie privée, vie publique

RT34 Sociologie politique

RT35 Sociologie du monde associatif

RT36 Pratiques théoriques

RT37 Sociologie des médias

RT38 Sociologie de l'environnement et des risques

RT40 Sociologie des institutions

RT41 Corps, techniques et société

RT42 Sociologie des élites

RT43 Sociologie et religions

RT44 Justice sociale et sentiments d'injustice

RT45 Sociologie des conflits

RT46 Formation, certification, qualification

RT47 Sociologie visuelle et filmique

RT48 Articulation des temps sociaux

RT49 Histoire de la sociologie

RT50 Socialisations

NB : Les réseaux thématiques 17, 32 et 39 ne présentent pas de session au congrès 2021.

ARGUMENTAIRE

« Il faut que ça change », « les gens changent », « le changement c'est maintenant », « il faut que tout change pour que rien ne change », « Sois le changement que tu désires voir en ce monde »...

Qu'on les juge profondes ou futiles, ces expressions, lieux communs ou citations nous sont familières, mais la crise de la Covid-19 a placé brutalement la question du changement au cœur du débat public concernant l'avènement possible d'un « monde d'après ». Dans les débats politiques, les points de vue d'experts, les discussions familiales ou amicales, alternent et s'affrontent les idées selon lesquelles le changement serait nécessaire, qu'il serait empêché, ou qu'il prévaudrait inéluctablement.

Le changement représenterait un défi posé aux sociétés, aux groupes sociaux, au personnel politique, aux individus, mais aussi aux sciences sociales supposées en rendre compte. Ce neuvième congrès de l'Association Française de Sociologie entend se saisir de cette question, à la fois classique et d'une actualité brûlante, en croisant les échelles d'analyse et les différents registres où elle peut être posée, en in-

terrogeant la possibilité d'une sociologie du changement et ce qu'elle peut apporter à la connaissance du monde social.

Événements, transitions et changement

Le congrès de Lille 2021 sera l'occasion d'analyser, dans une perspective diachronique, ce qui fait et ce que fait le changement, que ce soit au niveau des individus, des organisations, des groupes ou des sociétés. Entre l'événement et les transitions structurelles, qu'est-ce qui produit du changement? Comment le penser selon que l'« événement » se déploie à grande échelle (changements dans la biosphère, révolutions politiques, crises économiques, pandémies, etc.), à échelle nationale, moyenne ou organisationnelle ou encore à échelle individuelle voire intime des événements et bifurcations biographiques (maladie, naissance, mort, mariage, séparations, héritage, etc.)? En France comme dans le reste du monde, la ques-

tion du changement, déjà très présente dans les mobilisations de l'hiver 2019-2020, a été réactivée par la pandémie : que devient-elle quand le regard sociologique la construit de manière empirique et scientifique? Qu'est-ce qui rend possible, mais aussi qu'est-ce qui empêche ou limite le changement, qu'il soit socialement perçu comme positif ou négatif? Quel est l'apport spécifique des sciences sociales sur ces questions?

Changement social et transformations individuelles

Le changement social est un thème classique en sociologie, mais qui est loin d'avoir livré tous ses ressorts : comment une société change-t-elle, et surtout comment observer empiriquement et administrer la preuve de ses changements? Saisir le changement, c'est aussi prendre en compte ce qui le limite, ou encore les permanences ou les reproductions qu'il ne parvient pas à affecter.

Il s'agit également d'interroger le lien entre le changement social et les transformations individuelles, ainsi que le sens de la causalité de l'un à l'autre. Dans quelle mesure les individus transforment-ils la société? Et réciproquement, en quoi les transformations de la structure sociale peuvent-elles avoir des répercussions sur les trajectoires, les pratiques et les représentations individuelles? Étudier en sociologue le changement social ne permet pas toujours, en effet, de dire grand-chose des transformations, conscientes ou inconscientes, intentionnelles ou non, qui opèrent au niveau individuel. Ces transformations individuelles nécessitent parfois un niveau d'analyse propre, qui exige d'ajuster et reformuler les questions macrosociologiques à l'échelon individuel : quelles en sont les pratiques, idéologies, conditions de possibilités? Qu'est-ce qui les empêche ou les limite? Dans quelle mesure les individus obéissent-ils aux injonctions à changer, que celles-ci soient in-

formelles, institutionnelles ou même politiques, et quel est l'effet sur les conduites des diverses formes de contrôle social ou des politiques publiques ?

Quelle sociologie du changement ?

L'appel donnera également l'occasion aux congressistes de se pencher sur la sociologie elle-même, du point de vue de l'épistémologie théorique et pratique, ou du point de vue des usages transformateurs de la discipline.

Certains concepts — comme la reproduction — rendent-ils véritablement impossible de penser le changement ? Qu'en est-il des outils de la sociologie ? Certaines méthodologies semblent plus à même de cerner le changement, à l'image des approches longitudinales focalisées sur l'étude des flux et des variations dans le temps. Comment les concilier avec des approches plus transversales qui peuvent mieux rendre compte de la structure sociale et de sa forte inertie ? Plus largement, la sociologie peut-elle toujours, et

peut-elle tout court, étudier l'événement, l'occurrence unique, l'historique ? Doit-elle pour ce faire s'articuler à d'autres disciplines, comme l'histoire, l'anthropologie, la démographie, la science politique ou l'économie par exemple, pour penser le changement et ses crises éventuelles ?

En outre, cette sociologie du changement permet-elle de changer le monde qu'elle étudie en esquissant des alternatives ? Est-elle nécessairement fataliste, ou peut-elle être transformatrice ? Quel est le rôle des sociologues (et plus généralement de la discipline) dans les débats publics sur la gestion des crises face aux changements, ou dans la fabrique des politiques publiques ?

La sociologie en changement

Enfin, il s'agira de s'interroger sur les changements et transformations qui affectent la sociologie elle-même, c'est-à-dire de tenter de saisir comment le monde — et le changement social — changent la sociologie. Quels seraient les effets éventuels des changements

sociaux sur les concepts et les théories sociologiques, ces derniers doivent-ils changer quand le monde change, pour continuer à le saisir ? Dans la pratique, les injonctions à la "distanciation sociale" vont-elles changer la manière dont nous concevons le travail qualitatif ? Dans quelle mesure les transformations technologiques (internet, ordinateur, réseaux sociaux, "distanciel"...) ou encore l'essor de nouveaux types de matériaux et données massives (qu'ils s'agissent de données administratives ou issues d'internet) ont-elles transformé nos pratiques ? Comment l'internationalisation, en pratique et en injonctions, les modifie-t-elle du point de vue des déplacements, publications, ou du quotidien de notre discipline ? Quelles sont par ailleurs les conséquences des modifications substantielles de l'encadrement éthique et juridique du travail des sociologues (relations au terrain, pratiques professionnelles, statut des données...) sur leurs conditions d'exercice, leurs recherches et leurs résultats ?

En ce qui concerne ensuite plus spécifiquement les politiques de la recherche, quels sont leurs effets pour la sociologie ? Ces effets sont-ils spécifiques à la discipline ? Ou encore, comment les transformations du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur (par exemple la normalisation croissante de la précarité, la recherche "par projets" ou la multiplication des tâches) affectent-elles tant les conditions que les relations de travail (notamment du point de vue des statuts), ou encore le rythme même du travail scientifique ?

Ce sont tous ces changements dont il faudra tenter de se saisir en juillet 2021 à Lille. En n'oubliant pas, comme nous le rappelle Maurice Halbwachs, que "tout changement, si léger soit-il, modifie les rapports de l'élément transformé avec tous les autres", et que seule une approche relationnelle peut permettre d'analyser le changement même le plus ponctuel.

PLANNING GÉNÉRAL

MARDI 6 JUILLET	MERCREDI 7 JUILLET	JEUDI 8 JUILLET	VENDREDI 9 JUILLET
9h-10h30 Accueil Café	9h-10h30 RT session 2	9h-10h30 RT session 4	
	Pause	Pause	10h-12h Conférences semi-plénières 3
10h30-12h30 RT session 1	11h-13h RT session 3	11h-12h30 Etats généraux de la sociologie	
Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
14h-16h30 Conférence plénière d'ouverture "Changer ?"	14h30-16h30 Conférences semi-plénières 1	14h-16h Assemblée générale de l'AFS	13h-14h AG des RT
	Pause	Pause	14h-16h Session RT 5
	17h-18h30 Lutter contre les violences sexistes, sexuelles et de genre dans l'ESR	16h30-18h30 Conférences semi-plénières 2	16h30-18h RT session 6
		Soirée de l'AFS	

CONFÉRENCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

« Changer » ?

Invité·e·s : Hartmut Rosa, Olivier Schwartz et Fatou Sow

Mardi 6 juillet, 14h00 – 16h00

Le congrès s'ouvrira par une table ronde au cours de laquelle Hartmut Rosa, Olivier Schwartz et Fatou Sow interrogeront la possibilité d'une sociologie du changement et ce qu'elle peut apporter à la connaissance du monde social, à partir des différents axes de l'argument du congrès (« événements, transitions et changement », « changement social et transformations indivi-

duelles », « quelle sociologie du changement ? », et « la sociologie en changement »).

Entre l'événement et les transitions structurelles, qu'est-ce qui produit du changement ? Comment une société change-t-elle, et surtout comment observer empiriquement et administrer la preuve de ses changements ? Comment prendre en compte ce qui limite le chan-

gement, les permanences ou les reproductions qu'il ne parvient pas à affecter ?

Dans quelle mesure les individus transforment-ils la société ? Et réciproquement, en quoi les transformations de la structure sociale peuvent-elles avoir des répercussions sur les trajectoires, les pratiques et les représentations individuelles ?

Qu'en est-il des outils de la sociologie, et certaines méthodologies sont-elles plus à même de cerner le changement ? La sociologie peut-elle, doit-elle viser à changer le monde ? Enfin, que peut-on dire des changements et des transformations qui affectent la sociologie elle-même, ses institutions et opérations de recherche, et son enseignement ?

Hartmut Rosa, sociologue et philosophe, est professeur à l'université Friedrich Schiller de Jena et directeur du Max-Weber-Kolleg à Erfurt, en Allemagne. Il est notamment l'auteur d'*Accélération* (2013), de *Résonance* (2018) et de *Rendre le monde indisponible* (2020), aux éditions La Découverte.

Olivier Schwartz est professeur émérite de sociologie à l'Université Paris V - René Descartes. Il a notamment publié *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Quadrige, Presses Universitaires de France, troisième édition, 2012 (1990 pour la première édition).

Fatou Sow, docteure en sociologie HDR, a mené sa carrière de chercheuse au CNRS, affiliée à l'Institut fondamental d'Afrique noire à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et au SEDET de l'Université Paris Diderot. Elle a (co)-édité *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines* (2000); *La recherche féministe francophone : langue, identités et enjeux* (2009); *Genre et fondamentalismes* (2018).



VIE DE L'ASSOCIATION

Jeudi 8 juillet, 11h00 - 16h00

Etats Généraux de la sociologie

11h00 - 12h30

Comment lutter contre la remise en cause des libertés académiques et de l'indépendance de la science ?

Ces derniers mois ont été marqués par une multiplication d'attaques contre la sociologie et les sociologues. Les procès en légitimité ou en scientificité des sciences sociales n'ont rien de nouveau, mais ils s'avèrent ici d'une violence rare et provenant d'individus et d'institutions particulièrement influents sur les devenir de notre discipline : ministres, députés, instances d'évaluation...

Ces états-généraux proposent dans un premier temps de revenir sur les différents événements qui ont marqué la sociologie, les sociologues et les étudiant·es de sociologie sur la période récente. Nous donnerons ensuite la parole à différents sociologues et associations ayant eu à faire face à ces violences. Enfin, ces états-généraux visent à produire des propositions d'actions communes et concrètes face à ces attaques, par le biais de l'élaboration d'un texte collectif. Il est essentiel que l'ensemble de nos organisations professionnelles prennent position (comme elles le font), mais il l'est tout autant que chacun·e puisse lutter à son échelle (et dans les institutions) contre les atteintes à l'exercice de notre métier.

Participants pressentis : ASES, Politique des Sciences, Academia, Collège des sociétés savantes de France

Assemblée générale

14h00 - 16h00

- Rapport moral : présentation, discussion et vote
- Rapport financier : présentation, discussion et vote
- Propositions de changement des statuts : présentation, discussion et vote
- Socio-Logos, la revue de l'AFS : activités, politique du comité de rédaction
- Vote pour le renouvellement partiel du Comité exécutif de l'AFS

18h30

- Proclamation des résultats des élections du CE
- Vote pour la présidence de l'AFS



LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES, SEXUELLES ET DE GENRE DANS L'ESR

Conférence-Formation

Le comité exécutif de l'Association française de sociologie a mis en place, en février 2020, un groupe de travail consacré à la lutte contre les violences sexistes, sexuelles et de genre. Celui-ci a pour mission de proposer et d'élaborer des outils de réflexion, de prévention et de sanctions des violences sexuelles, sexistes et de genre dans le cadre du congrès et des activités de l'association. La question des violences sexistes,

sexuelles et de genre étant une préoccupation vive du Comité Exécutif de l'AFS, l'association considère que la lutte contre ces violences relève des questions professionnelles dont elle doit se saisir. Dans cette même perspective, nous proposons de nous réunir autour d'un temps de formation et d'échanges sur ces questions.

Intervenantes :

- Le **Clasches** (Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur).
- **Isabelle Clair** (CNRS/EHESS/USPN/INSERM - IRIS) : « *La prise en compte du sexisme et de la violence sexuelle dans l'enquête de terrain : une question méthodologique et déontologique* ».

Organisation : **Comité Exécutif de l'Association française de sociologie**.

Animation : **Groupe Violences Sexistes et Sexuelles** du CE.

Le groupe VSS est joignable à l'adresse suivante : vss.afs@gmail.com.

PROGRAMME DES SEMI-PLÉNIÈRES

SEMI-PLÉNIÈRES 1

Mercredi 7, 14h30 - 16h30

1.1 « LA PLURIDISCIPLINARITÉ, HORIZON IMPOSÉ OU AVENIR DÉSIRÉ ? »

Le dialogue entre disciplines est au cœur des sciences sociales, mais rarement au cœur des formations, des recherches et des carrières elles-mêmes. Celles et ceux qui s'engagent dans des recherches pluridisciplinaires en reconnaissent souvent autant les apports que les difficultés – intellectuelles mais aussi institutionnelles. Pourtant, celles-ci sont souvent passées sous silence dans les très nombreuses injonctions à la pluridisciplinarité qui émanent des organismes de gestion de la recherche. Il existe ainsi une tension entre cette pression institutionnelle, portée sur la pluridisciplinarité, et les pratiques d'éva-

luation et de reconnaissance des carrières, encore largement monodisciplinaires. Comment expliquer cet appel unanime à la pluridisciplinarité ? Comment concilier pluridisciplinarité d'une part, rigueur et reconnaissance disciplinaire de l'autre ? Est-il possible de mener une « carrière pluridisciplinaire » ?

A travers les questions de pluridisciplinarité se jouent les définitions et les identités disciplinaires. Faire de la pluridisciplinarité, que ce soit au niveau individuel ou au niveau collectif, c'est s'exposer à des frottements épistémologiques et méthodologiques entre disciplines. C'est aussi devoir concilier

avec les contraintes propres au champ universitaire qui, dans son fonctionnement actuel, peuvent engendrer des difficultés pratiques à qui s'engage sur la voie pluridisciplinaire. Une telle optique invite à s'interroger sur les stratégies individuelles (qualification, espaces de communication et de publication...) et collectives (laboratoires, écoles doctorales...) pour soutenir une démarche pluridisciplinaire.

Cette dernière prend pour acquis l'existence de disciplines, qu'on les définisse d'un point de vue épistémologique ou d'un point de vue sociologique. Il est possible d'aller plus loin dans le croise-

ment disciplinaire, en proposant une approche plus transgressive encore (interdisciplinarité, « indisciplinarité », etc.). Cela pose directement la question de l'intérêt même de l'existence d'une pluralité disciplinaire en sciences sociales.

Cette semi-plénière permettra d'aborder la situation ambiguë des approches pluridisciplinaires, entre appétit et contrainte, grâce à des collègues qui aborderont leurs pratiques et/ou trajectoires pluridisciplinaires de façon réflexive.

↳ *Equipe locale*

Intervenant·e·s : **Nicolas Mariot** (historien, CESSP), **Arthur Jatteau** (sociologue et économiste, U. de Lille, Clersé) et **Michelle Kelly-Irving** (épidémiologiste sociale, INSERM/ U. de Toulouse, IFRESSIS).

Animation : **Fabien Eloire** (sociologue, U. de Lille, Clersé) et **Martine Pernod-Lemattre** (économiste, U. de Lille, Clersé) .

1.2 « ENGAGEMENT DES JEUNES MILITANTS SUR DES CAUSES ENVIRONNEMENTALES : RUPTURE ET/OU CONVERGENCE GÉNÉRATIONNELLE ? »

Plusieurs travaux ont rendu compte ces dernières années d'un renouvellement générationnel sur la question du rapport des jeunes à la politique et à la démocratie (Tiberj, 2017 ; Lardeux, Tiberj, 2021 ; Norris, 2011 ; Muxel, 2016). La défiance envers la politique traditionnelle dont témoigne une part grandissante des jeunes serait tout autant le signe d'une désaffection durable avec la démocratie représentative que la résultante d'un rapport différent à la politique qui passe par d'autres moyens d'action et d'expression. Les jeunes peuvent donc aussi être les porteurs d'autres aspirations démocratiques vers plus d'horizontalité (Pleyers, Capitaine, 2016), vers plus d'inclusivité, vers plus de participation, alors que les cohortes anciennes resteraient encore marquées par une « citoyenneté de déférence » et de remise de soi aux élites sociales et politiques (Tiberj, 2017). Tout en étant plus engagés dans des domaines qui dépassent

les limites de la politique institutionnelle et plus contestataires des figures d'autorité et des normes, les enjeux qu'ils portent apparaissent eux-mêmes beaucoup plus larges que ceux de leurs aînés (réchauffement climatique, solidarité internationale) (Inglehart, 2018). D'autres travaux tendent néanmoins à nuancer ce constat : des modes d'organisation qui sont souvent présentés comme des nouveautés, telles les formes « assemblée », « collectif » et « coordinations », héritières de la tradition étudiante post-68 (Levy, 2001 ; Le Mazier, 2015) ou les différentes ZAD et installations collectives en milieu rural, puisant leurs racines autant dans le phénomène du « retour à la terre » des années 1960-1970 (Stuppia, 2008 ; Rouvière, 2015) que dans la mouvance autonome des années 1970-1980 (Schifres, 2004 ; Verdier, 2018).

Abordées sous l'angle de l'âge et de la génération, les formes contemporaines d'engagement sur des causes environnementales donnent à voir différents enjeux sous-jacents au rapport à la politique et à la démocratie des nouvelles générations : du point de vue organisationnel d'abord, dans un contexte où les acteurs de ces mobilisations se posent régulièrement en modèle alternatif des structures associatives préexistantes, ces engagements interrogent les différentes zones de porosité et/ou d'opposition entre anciens et nouveaux collectifs intervenant sur la protection de l'environnement : quels sont les relais, les continuités ou les ruptures avec des structures associatives plus traditionnelles ? A l'heure de la pandémie de la Covid 19, ces systèmes de relation ou d'opposition ont-ils connu des transformations pour répondre aux enjeux du « monde de demain » auquel aspirent, sous des manières très diverses, les jeunes mi-

litants engagés sur ces différentes causes environnementales ? En matière de socialisation politique, quels sont les éléments de continuité ou de rupture que l'on observe en termes de transmission générationnelle d'un capital politique et militant et dans quelle mesure les inégalités d'accès à la participation politique se trouvent-elles prolongées ou à l'inverse atténuées ?

↳ RT15, RT21 et RT38



Intervenant·e·s : **Sylvaine Bulle** (U. Paris, EA-LCSP), **Maxime Gaborit** (Sciences Po, CEE / Univ. St-Louis Bruxelles, CR&SPO) et **Nicolas Poirrel** (U. Paris-Dauphine/PSL, IRISSO).

Animation : **Laurent Lardeux** (INJEP, TRIANGLE), **Paolo Stuppia** (U. Paris 1/EHESS, CEESP) et **Louise Bollache** (U. Paris 1/EHESS, CEESP).

1.3 « LES CATÉGORIES D'ANALYSE À L'ÉPREUVE D'UNE SOCIOLOGIE DU CHANGEMENT : MIGRATIONS/MOBILITÉS, RÉSEAUX SOCIAUX, GENRE-CLASSE-RACE »

Dans quelle mesure les changements sociaux – d'échelle en particulier – affectent-ils le monde social et les manières de l'analyser? Qu'est-ce qui résiste au changement et qu'est-ce qui est déplacé ou bouleversé? En sociologie, certaines catégories d'analyse restent profondément enracinées mais d'autres se (trans)forment et changent les façons de penser les temps, les espaces, les migrations, les mobilités, les réseaux, les rapports sociaux... Si le nationalisme méthodologique a embué nos lunettes de sociologues et figé bien des catégories institutionnelles ou institutionnalisées, un décentrement du regard suppose une forme de « transnationalisme » méthodologique dans les études portant sur les migrations/mobilités (RT2), les réseaux sociaux (RT26) et l'imbrication des rapports sociaux de sexe,

race et classe (RT24). L'enjeu est alors de saisir en quoi le changement a des effets ambivalents et (dis)continus sur les objets d'étude que nous cherchons à faire dialoguer sur les plans empirique et théorique, méthodologique et épistémologique.

Pour prendre l'exemple des migrations/mobilités, les catégories sont ballottées au rythme des fermetures et des ouvertures : du « migrant en bas de chez soi », au « migrant numérique » transnational, passant par ces migrants enfermés dans les espaces aux portes des États (en mer, prison à ciel ouvert, zones de transit...).

Du côté des rapports sociaux, les catégories de sexe-classe-race sont soumises à un double mouvement de rappel à l'ordre et de trouble relatif qu'il convient de mettre en relation pour caracté-

riser la réalité des changements en cours. Sur le long cours, l'antiracisme légal et la négation de la race constituent deux changements institutionnels profonds qui ne changent rien à l'évidence que la race « n'existe pas » mais « produit des morts » (Guillaumin, 1981), à travers notamment les violences policières meurtrières ou les politiques migratoires mortifères.

En sociologie des réseaux, le changement peut être saisi comme une variable dépendante ou indépendante. Les travaux sur les dynamiques des relations sociales et des réseaux ont montré le rôle multiple des temporalités qui opèrent aux échelles micro-sociales comme macrosociales (Bidart et Grossetti, 2018). Les parcours biographiques et les mobilités spatiales ou sociales

sont largement configurés par les relations et réseaux personnels (Bidart et al., 2011), de même que les carrières professionnelles (Cabanac et al., 2015; de Verdalle, 2018).

C'est pourquoi nous proposons une semi-plénière qui confrontera les (dis)continuités des catégories d'analyse que nous mobilisons dans notre travail ordinaire autour de notions communes à nos trois RT, à savoir les temporalités, les spatialités et les niveaux d'échelle. Nous montrerons ainsi en quoi nos approches ont participé d'un renouvellement des questionnements et des objets d'étude qui nous permettent d'appréhender autrement nos terrains et, plus généralement, le monde social.

↳ RT2, RT24 et RT26

Intervenant·e·s : **Emmanuelle Hellio** (UNAM), **Béatrice Milard** (UT2J, LISST/Cers) et **Camille Schmoll** (EHESS, Laboratoire Géographie-Cités).

Animation : **Grégory Giraud-Baujeu** (Triangle, ENS-Lyon), **Béatrice Zani** (U. of Tuebingen, ERCCT), **Ryglène Dahhan** (UBO/U. de Paris, Labers/Urmis) et **Grégori Akermann** (INNOVATION, INRAE).

1.4 « CHANGEMENT DE THÉORIE : HISTOIRE SOCIOLOGIQUE »

Contrairement à ce que véhicule souvent la vision, transmise de manuels en *readers*, des théories comme totalités homogènes et indivises, les transformations théoriques ne se dessinent pas de manière homogène. Les mises en forme et en cohérence progressive d'éléments hétérogènes, les éventuelles bifurcations et révisions dans l'épreuve de la *disputatio*, les impasses insurmontables tout comme les entêtements qui jalonnent l'histoire parfois longue des théories font de leur unité une lente élaboration faite de découvertes, de reculs, de rencontres et de temps long. Ces histoires ne sont pas solitaires, elles engagent des collectifs de portée et de nature diverses – des groupes d'intérêt de connaissance, des écoles

soudées autour d'un paradigme et/ou d'une personnalité remarquable, des traditions plus ou moins consolidées et pérennisées par le canon, des réseaux d'affinité intellectuelle transcendant les frontières linguistiques et nationales, etc. Des pratiques théoriques et des styles de conceptualisation orientent ces collectifs, qui s'y reconnaissent et contribuent au gré des recherches et des conjonctures. Ces formes de vie théorique produisent des résultats et des incréments de savoir. L'histoire collective de ces changements théoriques peut être retracée du point de vue d'une sociologie historique attentive à l'historicité des théories, aux modalités de leur développement, de leur production comme de

leur reproduction au sein de la discipline, ou le cas échéant, de leur affaiblissement progressif, allant parfois jusqu'à l'oubli. L'histoire des sciences sociales est un cimetière d'idées surmontées ou simplement reléguées dans l'amnésie collective par la montée en puissance d'un nouveau groupe, d'une nouvelle institution ou d'une nouvelle méthode apparemment plus scientifique ou plus convaincante.

Organisée conjointement par le RT36 Pratiques théoriques et le RT49 Histoire de la sociologie, cette semi-plénière entend donc donner les moyens d'explorer à nouveau frais cette problématique de l'historicité des théories. Elle se fera à partir d'études de cas : Talcott Parsons et les

théories de l'action ; la genèse de la triade conceptuelle de Pierre Bourdieu (habitus, capital, champ) ; Jean-Claude Passeron et ses méthodes ; et les rapports entre Abraham Kardiner et la psychanalyse au crible de l'anthropologie exotique puis de la sociologie noire américaine. Ces cas rendront explicites les mécanismes et processus à l'œuvre dans la formation et la transformation des théories, de sorte que l'on puisse monter en généralité et tenter de comparer ou mettre en évidence des logiques, plutôt internalistes, plutôt externalistes, ou hybrides. Les exposés s'appuieront sur des recherches déjà faites ou en cours, de spécialistes de telle ou telle histoire théorique.

↳ RT36 et RT49

Intervenant·e·s : **Isabelle Berrebi-Hoffmann** (CNRS, LISE), **Johan Heilbron** (U. d'Uppsala - CNRS, CESSP), **Pascal Vallet** (U. Paris 10, Sophiapol) et **Anne Raulin** (U. Paris 10, Sophiapol).

Animation : **Stéphane Dufoix** (U. Paris 10, Sophiapol) et **Arnaud Saint-Martin** (CNRS, CESSP).



SEMI-PLÉNIÈRES 2

Jeudi 8, 16h30 - 18h30

2.1 « LES “GILETS JAUNES” : ENQUÊTES DE TERRAIN ET ENJEUX THÉORIQUES »

Le mouvement des Gilets Jaunes est une mobilisation massive et inédite s'étant caractérisée, entre autres choses, par le dépassement des acteurs traditionnels de la contestation. La littérature classique des mouvements sociaux et plus largement en sciences humaines peut éclairer certains ressorts de ce soulèvement. Mais encore aujourd'hui, les « Gilets Jaunes » posent de nombreux défis de compréhension, tant par leur composition sociale, leur organisation et les espaces qu'ils et elles ont investi, la structure de leur revendication ou encore leur portée.

Certains considèrent que ce mouvement est original en ce sens qu'il questionne à nouveau frais le rapport au politique. D'autres ont plutôt tendance à souligner les continuités avec des mobilisations passées, notamment sur les thématiques de la « convergence des luttes » avec les mouvements antiracistes ou les luttes syndicales, les modalités d'organisation comme les assemblées générales, le recours à la répression et la criminalisation du mouvement par le pouvoir politique, ou encore la volonté de dépasser les acteurs institutionnels, comme ce fut le cas pendant les « prin-

temps arabes » en 2011. De plus, la place des femmes, largement invisibilisées dans les médias, y est pourtant centrale tant dans les formes d'organisation que dans les revendications portées et les mobilisations que le mouvement a fait émerger (exemple : les Gilets roses, la mobilisation des assistantes maternelles).

Dans cette session, nous reviendrons, trois ans après son émergence, sur différents éléments structurants de cette mobilisation. Il s'agira tout particulièrement de décrypter les rapports sociaux (de sexe, de race, de

classe notamment) à l'intérieur du mouvement, les trajectoires sociales des Gilets Jaunes, les répertoires d'action (barrage de route, rond-point, assemblée, pratiques émeutières etc.), l'organisation de la représentation politique et du porte-parolat au sein du mouvement, ses rapports aux médias, ses liens avec d'autres luttes (i.e. antiracistes, féministes, syndicales) et, dans une perspective plus globale, aux différentes insurrections mondiales de cette dernière décennie.

↳ RT5, RT21, RT24 et RT34

Intervenant.e.s : **Vanessa Codaccioni** (U. Paris 8, CRESPPA-CSU), **Magali della Sudda** (CNRS, Centre Emile Durkheim), **Charif Elalaoui**, (U. de Caen-Normandie, CERREV) et **Raphaël Challier** (U. Paris 8, CRESPPA-GTM).

Animation : **Maricel Rodriguez Blanco** (EHESS, CESPRA) et **Julien O'Miel** (U. de Lille, CERAPS).

2.2 « LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UNE CRISE SANITAIRE ET SOCIALE »

Cette semi-plénière vise à éclairer les manières dont la pandémie de COVID-19 a été gérée en France, et les conséquences politiques et sociales de cette crise sanitaire. Comment cette crise s'articule-t-elle avec les problèmes sociaux qui lui préexistaient, qu'il s'agisse des inégalités en santé et au travail, de la crise de l'hôpital public, ou encore des tensions croissantes entre individus et État ? À partir de cette interrogation générale, on abordera plus particulièrement les thèmes suivants : l'organisation des mesures de prévention, des dépistages et des prises en charge, l'instauration de mesures restrictives des libertés individuelles à géométrie variable (confinement, couvre-feu, etc.), les effets de la pandémie sur les modes de vie et les inégalités sociales.

Quatre chercheur·es nous livreront les premiers résultats d'enquêtes collectives. Nathalie Bajos a dirigé plusieurs recherches sur les enjeux épidémiologiques et sociaux de cette crise, dont une enquête longitudinale qui mesure l'impact du COVID-19 sur la santé, les relations sociales et les situations professionnelles (projet ANR SAPRIS). Alexis Spire porte un projet de recherche sur la confiance dans les institutions étatiques et scientifiques à l'épreuve du coronavirus (projet ANR CIESCO). Henri Bergeron et Patrick Castel ont publié avec Olivier Borraz et François Dedieu l'ouvrage **Covid-19 : une crise organisationnelle** (Presses de Sciences Po, 2020) qui éclaire les réponses des pouvoirs publics dans l'urgence de la pandémie.

↳ RT19 et CE de l'AFS



Intervenant·e·s : **Nathalie Bajos** (INSERM, EHESS-IRIS), **Alexis Spire** (CNRS, IRIS), **Patrick Castel** (FNSP, CSO) et **Henri Bergeron** (CNRS, CSO).

Animation : **Marie Le Clainche-Piel** (CNRS, CEMS) et **Simeng Wang** (CNRS, CERMES3).

2.3 « QUAND TOUT S'EFFONDRE, QUE FONT LES SOCIOLOGUES ? »

La « nature » a été plutôt absente dans les thématiques centrales de la sociologie, qui faisait la part belle au concept de « culture » et à sa malléabilité. Récemment, face aux transformations écologiques en cours, la sociologie de l'environnement a souligné l'attitude de déni des autorités publiques ou des individus eux-mêmes dans leurs attitudes quotidiennes ; elle s'est également attachée à l'étude de l'adaptation des pratiques (agricoles, en matière de logement, de consommation, etc.) face aux enjeux écologiques. Pour autant, la discipline reste adossée à l'idée selon laquelle la « nature » n'est aujourd'hui guère plus qu'une (re)construction théorique au sein d'un monde élargi, une hypothèse que tend à valider l'avènement de l'Anthropocène.

Il s'ensuit que la perspective d'un « effondrement », dont s'emparent certains historiens, philosophes ou politistes, suscite peu d'intérêt parmi les sociologues. Ou, à l'heure où la dégradation des indicateurs écologiques est chaque jour confirmée, pouvons-nous continuer à considérer les mobilisations écologiques comme nous le faisons naguère, et laisser la « nature » dans l'angle mort de nos préoccupations ? Et comment la sociologie peut-elle aujourd'hui se positionner face à tous ceux, de la philosophie à la biologie, qui en appellent à la reconnaissance de nos interdépendances avec le reste du monde vivant ?

↳ *Equipe locale*



Intervenant·e·s : **Bruno Villalba** (AgroParisTech, PRINTEMPS), **Hélène Melin** (U. Lille, CLERSE) et **Laura Centemeri** (EHESS, CEMS).

Animation : **Paul Cary** (U. Lille, CERIES) et **Doris Buu-Sao** (U. Lille, CERAPS).

2.4 « LES PROFESSIONNEL·LES DU CHANGEMENT. FAIRE MÉTIER DE LA MODIFICATION DES DISPOSITIONS D'AUTRUI »

Fondée sur le dialogue entre sociologie des groupes professionnels et sociologie de la socialisation, cette conférence semi-plénière est consacrée aux « professionnel·les du changement », c'est-à-dire à l'ensemble très vaste et divers des métiers ou positions professionnelles dont l'activité consiste à produire une transformation des pratiques, des représentations ou des styles de vie de ses destinataires.

Ces professionnel·les du changement peuvent relever de registres d'action très différents. Les un·es interviennent dans le cadre d'une volonté politique ou managériale de changer les façons de travailler ou d'organiser le travail, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Ils et

elles peuvent être ingénieur·es ou cadres, mais aussi consultant·es. Ils et elles se présentent souvent comme « conseiller·es » ou « coachs » et se font porteur·es de politiques, réformes, courants de pensée ou modes managériaux. Mais d'autres visent la conversion des pratiques et représentations de populations qui ne sont pas nécessairement définies par leur activité de travail. Ce sont des professionnel·les de la conversion dont l'activité consiste à accompagner, conseiller, orienter des particuliers ou des organisations dans la mise en œuvre de changements qui sont liés à la promotion d'une cause : l'égalité entre hommes et femmes, la transition énergétique, les économies d'énergie ou bien encore la dif-

fusion de méthodes de gestion du budget familial. On retrouve parmi eux/elles, les permanent·es d'organisations militantes, qu'elles soient politiques, syndicales, humanitaires, pédagogiques, religieuses... pour autant que leur activité les amène à s'impliquer directement dans les campagnes auprès du public visé.

La réflexion des intervenant·es à la semi-plénière articulera l'étude des processus de socialisation qui ont façonné les dispositions à s'investir dans une logique professionnelle de promotion du changement avec celle des savoirs mobilisés, des modalités et conditions d'exercice, des formes de construction et affirmation de l'identité professionnelle. Laure Bereni reviendra sur un travail

de transformation (des dispositions et des dispositifs) particulier : celui de la promotion de la diversité en entreprise à partir de deux terrains effectués à New York et à Paris. Hugo Bertillot s'intéressera quant à lui au rôle des qualicien·nes de l'hôpital, ces "missionnaires" de l'évaluation qui tentent de convertir leurs collègues à des transformations dont les orientations nourrissent souvent des oppositions ou des résistances. Joseph Cacciari se concentrera sur un dernier type de professionnel·les du changement dont l'activité principale est de gouverner et de normaliser les conduites économiques des individus : les admoniteur·es.

↳ RT1 et RT50

Intervenant·es : **Laure Bereni** (CNRS, CMH), **Hugo Bertillot** (Inst. Cath. Lille, HAD&PaS/CSO) et **Joseph Cacciari** (U. Paris 10, IDHES).

Animation : **Charles Gadea** (U. Paris 1, IDHES) et **Joël Laillier** (U. Orléans, ERCAE/IDHES)

SEMI-PLÉNIÈRES 3

Vendredi 9, 10h00 - 12h00

3.1 « CHANGER LE MONDE, CHANGER SON MONDE : CONVERSIONS ARTISTIQUES, SCOLAIRES ET ÉCOLOGIQUES »

Cette semi-plénière se propose de travailler la question des conversions qui induisent une transformation de son régime de croyances, de son rapport au monde, à partir des cas de l'art et de l'écologie, deux objets porteurs d'enjeux forts en terme de changements individuel et collectif. Il s'agirait ici d'interroger la question des changements « souhaitables » en mettant la focale sur le futur : qu'est-ce que l'on souhaite pour soi et pour le monde comme transformations à venir ? Quels sont les enjeux liés aux conversions que l'on voudrait voir advenir ? Quelles sont les conditions sociales permettant de rendre ces conversions durables

dans le temps ?

Ces questions nous conduiront à réfléchir tout à la fois sur l'imaginaire, les représentations mais aussi sur les pratiques et institutions engagées dans, par et pour la conversion. Parmi ces institutions, le rôle de l'école est central, étant donné sa mission d'éducation de chaque membre d'une nouvelle génération.

En suivant cet axe de la conversion, les liens entre art, école et écologie sont nombreux (par exemple : le rôle émancipateur de l'art valorisé par l'école, l'éducation à l'écologie qui vise un changement plus général à l'échelle du futur « citoyen », l'art

comme outil pour mobiliser les consciences écologiques, les parcours biographiques manifestant une transformation des rapports à la culture ou à l'écologie, etc).

Ces liens doivent faire émerger des discussions théoriques et méthodologiques fertiles pour l'ensemble de notre discipline. Ainsi, dans son organisation concrète, cette semi-plénière s'attachera à particulièrement favoriser une discussion constructive entre les intervenant·es, en les incitant à croiser leurs apports respectifs en réponse à des questions communes.

↳ RT4, RT14 et RT38



Intervenant·es : **Claire Desmitt** (U. de Lille, CIREL), **Luc Semal** (MNHN, Cesco) et **Matthew Schneider-Mayerson** (U. de Yale, NUS College).

Animation : **Remi Deslyper** (U. Lyon 2, ECP), **Elodie Hommel** (U. Montpellier 3, CMW), **Thomas Legon** (EHESS, CEMS), **Alexandre Robert** (IReMus, STMS), **Emilie Saunier** (UBFC, ELLIADD), **Marianne Blanchard** (U. Toulouse 2, CERTOP) et **Cyprien Tasset** (U. Paris 7, LCSP).

3.2 « SOCIOLOGUES EN CHANGEMENT : FRONTIÈRES ET BIFURCATIONS PROFESSIONNELLES »

La question du changement se trouve au cœur du travail des sociologues qui, quel que soit leur objet de recherche, doivent prendre leurs distances vis-à-vis du sens commun pour tenter d'objectiver la part de transformations réelles et de continuités, par-delà la célébration du « nouveau » ou la nostalgie d'âges d'or mythifiés.

Mais si le changement travaille les objets des sociologues et leurs méthodes, il concerne également leurs trajectoires professionnelles. Dans un contexte de pénurie de postes d'enseignants-chercheurs titulaires, de forte compétition entre jeunes docteurs sommés de faire la preuve de leur « excellence », et plus largement de questionnement des débouchés des études de sociologie, il semble utile de rappeler

que les voies qui conduisent à la sociologie – ou qui en repartent – sont multiples, et que cette diversité des trajectoires contribue à faire la richesse de notre discipline.

Selon l'adage bien connu, « la sociologie ne vaut [drait] pas une heure de peine si elle ne devait avoir qu'un intérêt spéculatif ». Ainsi les sociologues participent de fait au changement social par leur activité de création de connaissance. Mais il faut également souligner que les sociologues connaissent eux-même des changements !

Cette table-ronde donne la parole à différents sociologues qui ont en commun d'avoir connu une « autre vie » avant, pendant ou après l'enseignement et la recherche académiques, d'avoir intégré des espaces socio-professionnels où les savoirs sociologiques peuvent être réinvestis ou, au contraire, d'avoir importé dans l'espace de la sociologie académique des ressources acquises dans d'autres espaces sociaux.

En revenant sur leurs trajectoires respectives, ils et elles tenteront de présenter et d'analyser les raisons et les dynamiques ayant entraîné ces bifurcations professionnelles et biographiques ainsi que les conditions de possibilité de ces changements, leurs implications et les obstacles rencontrés du-

rant leur traversée des frontières sociales/professionnelles. Nous tenterons aussi de nous interroger sur ce que ces bifurcations font au regard sociologique et à la production de savoirs pour les sociologues concernés. Qu'en est-il des effets de ces bifurcations sur « l'habitus disciplinaire » et l'ethos sociologique ? Quels possibles conflits internes portent-elles en germe ? Quels types de ressources permettent-elles en revanche de générer, sur le plan professionnel et scientifique ? Enfin, qu'est-ce que ces bifurcations permettent-elles de dire des logiques qui travaillent l'espace de la pratique sociologique en France, et de la diffusion des savoirs sociologiques au-delà de la sphère académique ?

↳ CE de l'AFS

Intervenants : **Yasmine Bouagga**, chargée de recherche en science politique (CNRS- TRIANGLE), maire du 1^{er} arrondissement de Lyon et conseillère métropolitaine, EELV ; **Daniel Thin**, professeur émérite de sociologie (U. Lyon 2), a d'abord travaillé plusieurs années (au début des années 70) comme ouvrier, principalement à la chaîne en usine, avant d'être employé pendant un peu plus de 10 ans dans les hôpitaux publics, d'abord comme agent de service, puis après une formation, comme manipulateur en électroradiologie ; **Bernadette Tillard**, aujourd'hui sociologue et directrice du CLERSE (U. de Lille) a travaillé durant 15 ans comme médecin épidémiologiste à l'Observatoire régional de la santé Nord Pas-de-Calais.

Animation : **Pierre Bataille** (U. Grenoble-Alpes, LaRAC), **Igor Martinache** (U. Paris 7, LADYSS) et **Mathilde Pette** (U. Perpignan, ART-Dev)

3.3 « FAIRE DE LA RECHERCHE LOCALEMENT ET COLLECTIVEMENT : EXEMPLES NORDISTES »

Les enquêtes collectives connaissent une actualité scientifique et éditoriale renouvelée, tant dans le cadre de nouvelles enquêtes que dans celui du réexamen d'enquêtes passées. Nourries par ce mouvement, plusieurs recherches partageant la particularité d'avoir été conçues, conduites et publiées collectivement ont émergé des laboratoires lillois (Ceraps, Ceries, Clersé), parfois appuyées par des programmes de recherche nationaux et locaux.

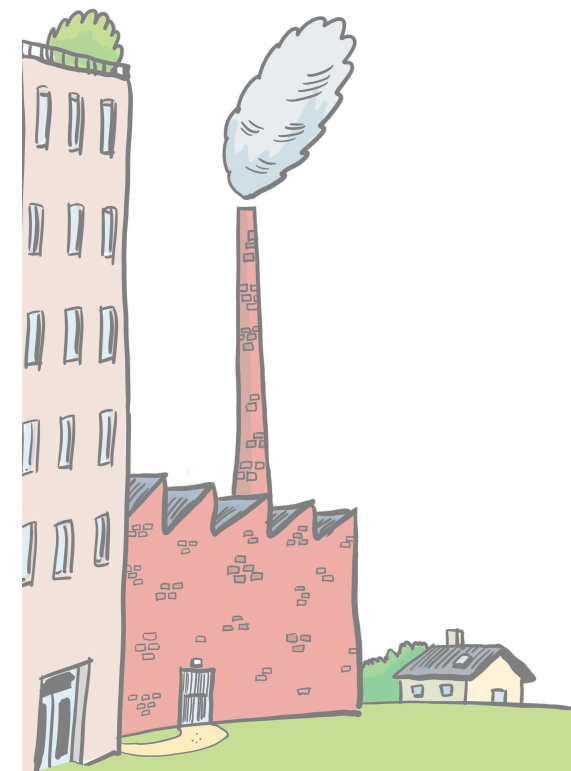
Cette semi-plénière croise les approches de ces collectifs de recherche en incitant leurs membres à réfléchir à ce que faire de la recherche collectivement et localement veut dire, et peut avoir comme conséquences sur les pratiques professionnelles, de recherche mais aussi d'enseignement.

Si faire de la recherche collectivement constitue incontestablement un enrichissement, que peut impliquer le fait de « se mettre d'accord » sur le terrain, lors de l'analyse et au fil de l'écriture collective? N'y a-t-il là qu'enrichissement? Comment s'agencent les rapports de pouvoir dans les collectifs de recherche? Comment se divise le travail, notamment celui de coordination, et comment cette division est-elle (in)visibilisée? Quels rapports ces recherches collectives entretiennent-elles avec les appels à projets (ANR, financements régionaux...)?

Qu'apporte (et qu'implique) par ailleurs le fait de conduire ces recherches sur un territoire délimité, dans le cadre d'une approche localisée du social? Dans quelle mesure le fait de « faire du terrain » au même moment et au même endroit est-il susceptible de modifier les pratiques de recherche et les matériaux collectés?

Cette semi-plénière permettra de réfléchir à partir de trois exemples d'enquêtes aux processus de production scientifique, tant du point de vue de la gestion du temps, des désaccords, du partage de données que de celui de l'écriture. On s'intéressera bien entendu aux enjeux éditoriaux d'une recherche entièrement collective, en termes de signature, mais aussi de promotion et de diffusion des travaux. Finalement, pourquoi faire des enquêtes collectives : quels sens scientifiques mais aussi éventuellement politiques sont adossés à l'enquête collective, aujourd'hui, en sociologie?

↳ *Equipe locale*



Intervenant·e·s : **Anne Bory** (U. Lille, CLERSE) et **Cécile Vignal** (U. Lille, CLERSE) pour le *Collectif Rosa Bonheur*; **Anne-Cécile Douillet** (U. Lille, CERAPS) et **Julien O'Miel** (U. Lille, CERAPS) pour le *Collectif Candela*; **Marion Carrel** (U. Lille, CERIES) et **Julien Talpin** (U. Lille, CERAPS) pour le *Collectif Dream*.

Animation : **Clément Rivière** (U. Lille, CERIES) et **Mélanie Roussel** (U. Lille, CLERSE).

3.4 « INDIVIDUS CONFINÉS, INSTITUTIONS SOUS TENSION : LA CRISE COVID-19, UN FAIT SOCIAL TOTAL ? LES CAS DE L'ÉCOLE, LA FAMILLE ET L'EHPAD »

A distance des discours médiatiques sur la crise de la Covid-19, des membres des RT 4, RT6, RT 7 et RT 48 croisent leurs regards, systématiquement nourris par des enquêtes qualitatives, sur les changements dans les expériences sociales ou les renforcements des rapports sociaux induits par la crise de la Covid-19, notamment, mais pas exclusivement, à travers l'épisode des injonctions sociales au confinement.

Cette semi-plénière envisage la crise comme un possible fait social total. Le concept maussien est ici compris dans un sens heuristique considérant que le virus aurait des impacts à différents niveaux interconnectés sur plusieurs plans : économique (impact sur les revenus et ressources), symbolique (significations de l'aide, rapports aux institutions, perception du risque) et pratiques sociales (reconfiguration des réseaux d'aide, échanges entre professionnels, familles et aidants de personnes en perte d'au-

tonomie ou en situation de handicap, relations familles-école). Cette hypothèse explore trois institutions : l'école, la famille et l'EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Une enquête nationale par questionnaires, puis par entretiens, auprès de parents d'élèves et d'enseignants, menée par le RT4 actualise les questions sociologiques de la relation Ecole-familles. Pendant le confinement, les familles populaires ont passé plus de temps dans l'accompagnement scolaire de leurs enfants. Cependant, les analyses sur la nature de ces relations montrent que les inégalités éducatives traditionnelles non seulement se sont perpétuées, mais elle se sont aussi amplifiées (attentes pédagogiques invisibles et implicites du travail scolaire).

Au sein du RT48, des entretiens hebdomadaires menés de mars à mai 2020 avec 18 familles de classes populaires, moyennes et supérieures, cherchent à

mieux comprendre « ce qui change » et « ce qui ne change pas ». Ce sont les rapports sociaux de genre, de classe, et donc les expériences des inégalités sociales, qu'il s'agit de décrire et de comprendre sur le plan du maintien en emploi et de la poursuite de la carrière professionnelle, en particulier pour les femmes ; sur le plan de l'organisation du travail et de son articulation avec les engagements familiaux ; sur le plan de l'éducation et de la continuité pédagogique.

L'enquête COVIDEHPAD a été menée dans 51 établissements dans 6 régions durant la « première vague ». Son objectif était d'objectiver la diversité des situations et de rendre visibles les manières dont les professionnels et résidents se sont efforcés de faire face à cette crise. Les directions et les équipes ont produit un important travail de recomposition de leurs activités. Nous proposons d'exposer et de discuter la manière dont la Covid19 s'est fait le révélateur de cer-

taines dimensions de l'institutionnalisation en EHPAD mais aussi le catalyseur de reconfigurations à l'œuvre dans la prise en charge/en compte des fins de vie.

Enfin, une post-enquête sur les proches aidants (RT6 et RT7) se concentre sur deux types de situation. D'un côté, la crise sanitaire liée à la Covid-19 agit comme un révélateur des situations de dépendance et mobilise une vigilance accrue dans la population générale qui avive le souci de l'autre, bouscule les systèmes d'entraide entre proches et initie de nouvelles pratiques solidaires au sein des familles et des voisinages. D'un autre côté, un effet de la crise peut être d'accentuer l'isolement et la ségrégation volontaire de certains aidants dont la stratégie d'autonomisation à l'égard des services collectifs (publics, non marchands et marchands) s'est vue confortée lors de la crise sanitaire.

→ RT4, RT6, RT7 et RT48

Intervenant·es : **Pascal Barbier** (U. Paris 1, CESSP), **Frédéric Balard** (U. de Lorraine, 2L2S), **Françoise Le Borgne Uguen** (UBO, Labers), **Olivier Giraud** (CNRS, LISE), **Arnaud Trenta** (IRES), **Séverine Chauvel** (U. Paris-Est-Créteil, LIRTES) et **Filippo Pirone** (U. de Bordeaux, LaCES).

Animation : **Thibault Moulart** (UGA, PACTE) et **Veronika Kushtanina** (UBFC, LASA)

ORGANISATION ET FINANCEMENT

EQUIPE D'ORGANISATION



SOUTIENS INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS

